

BILAN DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DU CAPITAL-RISQUE POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2003

Après une reprise appréciable des activités dans l'industrie québécoise du capital-risque au cours des trois premiers mois de 2003, les dollars investis ont dégringolé au deuxième trimestre. Entre avril et juin, l'industrie a versé 103 millions de dollars, une baisse de 34 % sur les 155 millions du T1. Néanmoins, les mises de fonds affaiblies ont profité à 116 sociétés ayant leur siège au Québec, nombre légèrement supérieur aux 112 entreprises financées par du capital-risque au trimestre précédent.

La chute des mises de fonds au Québec correspond à celle de l'ensemble du Canada qui a connu un glissement de 33 %, passant de 314 millions de dollars au T1 à 212 millions au T2, alors que le nombre de sociétés financées a également baissé. En résultat net, le Québec, une fois encore, domine l'industrie canadienne avec une part de 49 % de l'ensemble du capital investi et un imposant 65 % de toutes les entreprises financées par du capital-risque.

Ceci dit, les résultats du T2 au Québec représentent le rythme d'activité le plus lent dans l'industrie depuis 1997, témoignant de l'impact continu de l'incertitude économique. Un des indicateurs principaux a été la taille inférieure à la moyenne des transactions, dont le montant moyen par entreprise est tombé sous la marque du million de dollars, à 885 000 \$ en comparaison de 1,4 million entre janvier et mars, et 2,1 millions au total en 2002. Par contre, les tendances d'investissement au Québec ont gagné en durabilité, grâce, en partie, à la force relative des secteurs locaux comme les sciences de la vie. En fait, les entreprises québécoises des sciences de la vie ont capturé près de la moitié du total des fonds injectés dans ce secteur à l'échelle du Canada au deuxième trimestre.

La mobilisation des fonds par l'industrie québécoise et partout au pays a maintenu le rythme plus lent qu'on avait noté au T1, les nouveaux engagements de capitaux s'élevant à 162 millions de dollars cette fois-ci. La masse de cette somme provenait des SCRT qui vendent activement par souscription hors de la saison traditionnelle des REER, y compris le Fonds de solidarité (FTQ) et FondAction.

Avis de modification des données

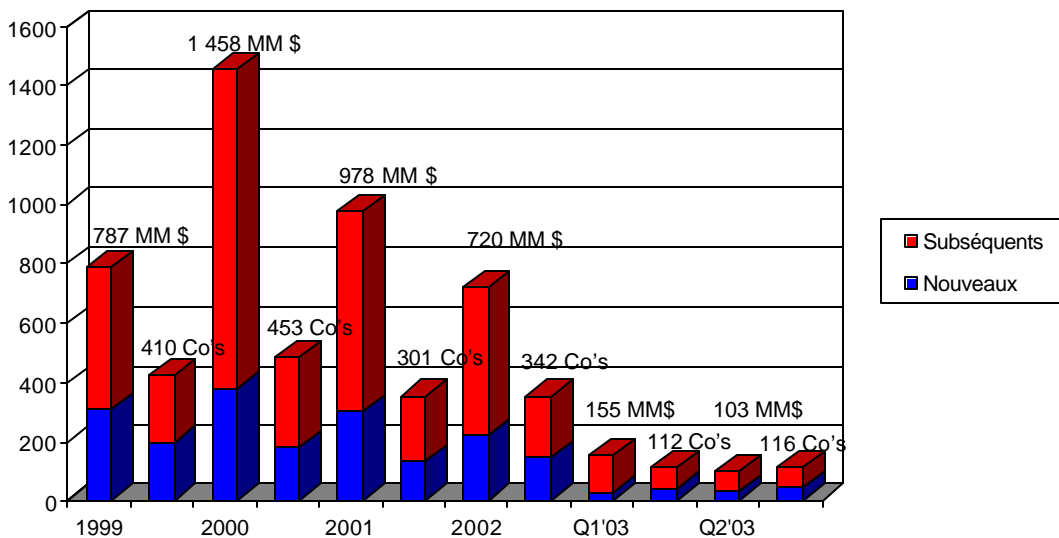
Pour rester à la pointe des tendances dans l'industrie canadienne du capital-risque, Macdonald & Associates met constamment à jour toute l'information financière sur les compagnies. Pour cette raison, les données d'ensemble actuelles et historiques sont sujettes à modification. Les usagers du site Web doivent par conséquent être à l'affût des révisions apportées aux statistiques trimestrielles et annuelles pour l'ensemble de l'industrie et pour les catégories particulières.

LE QUÉBEC EN TÊTE DE L'ACTIVITÉ DE C-R AU T2

Après une reprise appréciable des activités dans l'industrie québécoise du capital-risque au cours des trois premiers mois de 2003, les dollars investis ont dégringolé au deuxième trimestre. Entre avril et juin, l'industrie a versé 103 millions de dollars, une baisse 34 % sur les 155 millions du T1 et de 48 % sur les 199 millions inscrits au T2 2002. Néanmoins, les mises de fonds affaiblies ont profité à 116 sociétés ayant leur siège au Québec, nombre légèrement supérieur aux 112 entreprises financées par du capital-risque au trimestre précédent.

La chute des mises de fonds au Québec correspond à celle de l'ensemble du Canada qui a connu un glissement de 33 %, passant de 314 millions de dollars au T1 à 212 millions au T2. Ces investissements représentent moins de la moitié des 458 millions de la même période en 2002. Néanmoins, à la différence du Québec, moins de sociétés ont été financées durant le trimestre – un total de 179, en baisse de 18 % sur les 218 entreprises financées trois mois plus tôt.

Nouveaux investissements par rapport aux investissements subséquents; Québec



© 2003 Macdonald & Associates Limited. All rights reserved.

En résultat net, le Québec, une fois encore, domine l'industrie au pays selon tous les indicateurs, avec une part de 49 % de l'ensemble du capital investi et un imposant 65 % de toutes les entreprises financées par du capital-risque. Ceci se compare à l'ensemble de 2002, alors que le Québec avait capturé 28 % du capital investi et 50 % des entreprises financées.

Comme ce fut le cas au T1, le recul des mises de fonds au Canada est largement attribuable au manque de grosses transactions dans les télécommunications, la réseautique et les autres secteurs des TI, c'est-à-dire de «méga financements» de 20 à 100 millions de dollars ou plus, lesquels avaient propulsé une grande part de l'industrie depuis 2000. Au Québec, ce facteur a eu moins d'importance. On a plutôt noté une certaine durabilité dans les récentes tendances d'investissement au Québec, en partie à cause de la force relative de l'activité dans les secteurs locaux, tels les sciences de la vie. Ceci dit, les résultats du T2 au Québec représentent le rythme d'activité de capital-risque le plus lent dans la province depuis 1997, alors que les résultats nationaux se comparent à ceux qu'on a vus pour la dernière fois en 1996, témoignant de l'impact continu de l'incertitude économique.

Plusieurs professionnels des industries québécoise et canadienne s'encouragent devant le récent regain des acquisitions d'entreprises financées par des capitaux de risque canadiens dans les secteurs des TI – entre autres l'achat, en mai, de THINK Dynamics par IBM et la vente, en juillet, de Wavemakers à Harman International Industries – ce qui laisse prévoir d'autres événements de sortie essentiels à toute amélioration du marché.

De plus, une lueur d'espoir a pointé aux États-Unis. Pour la première fois depuis 2000, on a pu observer une hausse dans l'activité de l'industrie américaine du capital-risque, alors que 4,3 milliards de dollars US ont été injectés dans 669 entreprises au deuxième trimestre, une hausse par rapport aux 4,0 milliards US investis entre janvier et mars (Thomson Venture Economics, 2003). Avant ce temps, les baisses de l'investissement chez nos voisins du Sud étaient régulières et plus sérieuses que celles ressenties dans les industries québécoise et canadienne.

Quoique l'absence, au T2, de «méga transactions» au Canada ne touchait pas le Québec, la taille des transactions a été néanmoins inférieure à la norme, et ceci a de toute évidence contribué à l'affaiblissement des mouvements de capitaux trimestre après trimestre. En moyenne, la mise de fonds par entreprise financée par du capital-risque au Québec est tombée sous la marque du million de dollars, à 885 000 \$, en comparaison de 1,4 million entre janvier et mars, de 2,1 millions pour l'ensemble de 2002, et de 2,9 millions en 2001.

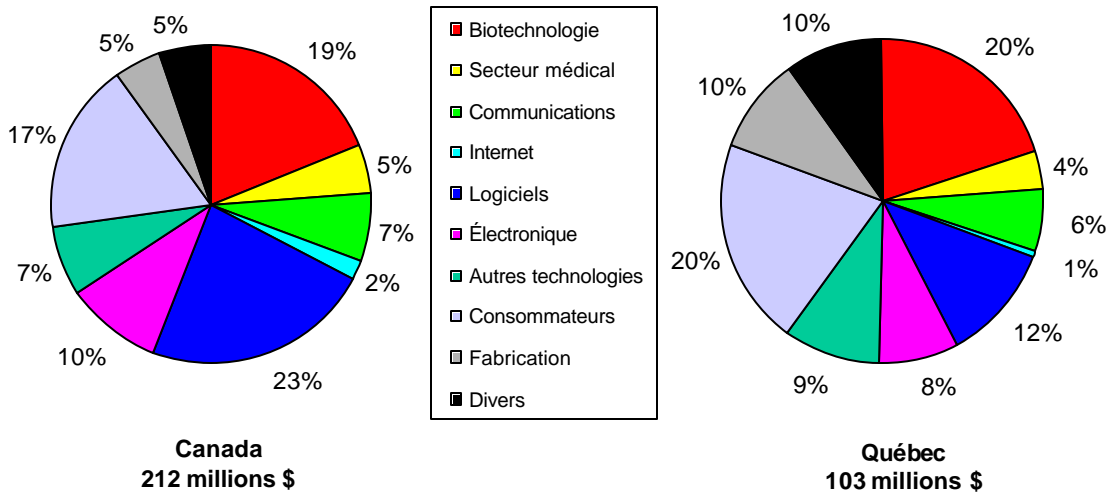
Ce mouvement à la baisse est en partie attribuable au fait que l'industrie québécoise se concentre sur ses entreprises en portefeuille, dont plusieurs ne consomment que le minimum de ressources nécessaire pour enregistrer une croissance dans la conjoncture actuelle. Les investissements subséquents ont attiré 65 % du total du capital investi entre avril et juin, ce qui indique que le Québec demeure un endroit plus hospitalier que partout ailleurs au pays pour les premières occasions d'investissement en capital-risque.

Comme dans le passé, la région du Grand Montréal a reçu la part du lion des mises de fonds au deuxième trimestre, avec deux tiers des 103 millions de dollars investis au Québec, suivie de la ville de Québec, avec une part de 22 %; d'autres régions québécoises se sont partagé le reste.

LES SCIENCES DE LA VIE CONTINUENT DE DOMINER AU QUÉBEC

Les investissements en biotechnologie et autres sciences de la vie ont été au cœur de l'activité de l'industrie québécoise au T2, 25 entreprises s'étant partagé 25 millions de dollars. Et ce, en dépit du fait que les mises de fonds ciblées sur ces secteurs du Québec se sont affaïssées de 62 % par rapport aux 65 millions de dollars du T1 et de 73 % par rapport aux 93 millions du T2 2002. Comme conséquence, les entreprises québécoises engagées dans les sciences de la vie ont capturé près d'un quart des dollars investis, en comparaison de 30 % pour toute l'année 2002. Un des facteurs en jeu à cet égard a été un financement moyen inférieur par compagnie, qui s'est élevé à 984 000 \$ à la dernière période en comparaison de 3,0 millions de dollars l'an dernier.

Montant investi par secteur; Deuxième trimestre, 2003



© 2003 Macdonald & Associates Limited. All rights reserved.

Toutefois, c'est au Québec qu'on a trouvé encore une fois les plus importantes transactions en sciences de la vie, notamment, celles en faveur d'Aurelium Biopharma et de TGN Biotech, toutes deux engagées dans les produits biopharmaceutiques. Il n'est donc pas surprenant que le Québec ait obtenu la plus grande part des investissements dans ce secteur à l'échelle nationale, soit 49 % du total de 51 millions de dollars.

Dans le secteur des TI québécois, les logiciels s'en sont le mieux tiré, 12 millions de dollars ayant été attribués à 12 sociétés dont Polyplan Technologies. Affichant quelques noms de sociétés éminentes du T2, dont Nanometrix et Original Solutions, une douzaine d'entreprises logées au Québec et engagées dans les secteurs du matériel informatique, de l'électronique et des semi-conducteurs se sont approprié 8 millions de dollars. Comme ce fut le cas à l'échelle du pays, où l'on ne retrouvait, dans le secteur des communications et de la réseautique, aucune grosse transaction dans des entreprises de prestige ou de la part des syndicats comme celles qui avaient caractérisé les quelques dernières années, l'activité a été modeste au Québec, 6 millions de dollars seulement ayant été attribués à quatre sociétés. En fait, à l'exception du secteur des logiciels, toute l'activité reliée aux TI a enregistré une baisse par rapport aux trois mois précédents.

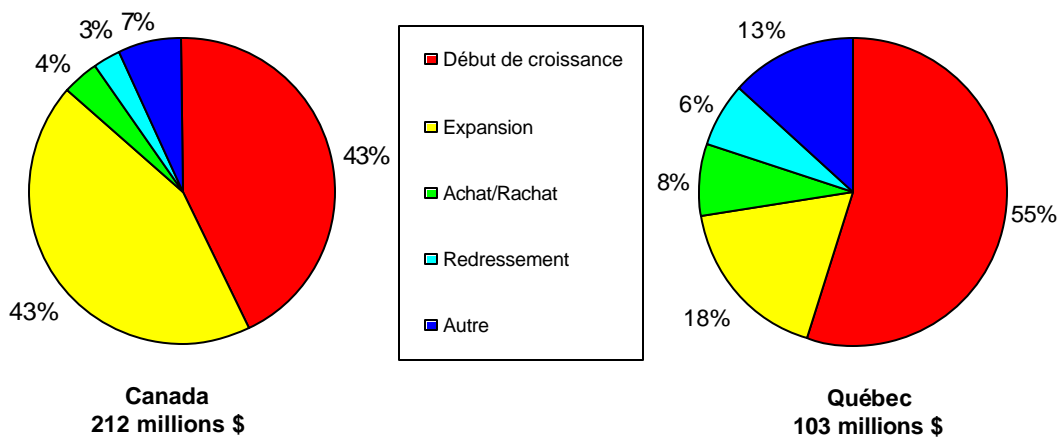
Les technologies de l'énergie et de l'environnement ont été l'un des secteurs peu nombreux où le Québec a effectivement remporté des gains entre le premier et le deuxième trimestre, 7 millions de dollars ayant été attribués à neuf compagnies.

La source la plus nette de la croissance du Québec, d'avril à juin, a été constituée des entreprises non-technologiques auxquelles les professionnels du capital-risque accordent généralement plus d'attention en période de marasme économique. Dans leur ensemble, les secteurs traditionnels – services aux entreprises et au consommateur, biens de consommation, fabrication, vente au détail et autres – ont capturé 41 millions de dollars, soit 40 % de tous les investissements, qui sont allés à 48 sociétés, dont Fly Furniture and Decoration, Triosyn Corporation et Vivavision. Ces chiffres représentent une hausse dans le secteur d'activité traditionnelle de 17 % par rapport aux 35 millions investis dans ce genre d'entreprises au T1 2003.

LES JEUNES ENTREPRISES DU QUÉBEC REMPORTE LA MISE

Les professionnels canadiens du capital-risque ont continué de favoriser les transactions avec des sociétés au niveau de pré-démarrage, de démarrage et en début de croissance au deuxième trimestre, tendance qui dure déjà depuis plus de deux ans et demi. Au Québec, les entreprises particulièrement jeunes n'ont pas seulement formé la majorité – 55 % des 116 au total – mais elles ont également capturé 56 millions de dollars, soit plus de la moitié de tout le capital investi. En termes relatifs, c'est un niveau beaucoup plus élevé que pour l'ensemble de 2002, alors que 35 % des dollars avaient été investis à cette extrémité du spectre du marché. Parmi les sociétés en début de croissance récipiendaires d'investissements au T2, on retrouve des noms prestigieux tels Nanometrix, Original Solutions et Polyplan Technologies.

Montant investi par stade; Deuxième trimestre, 2003

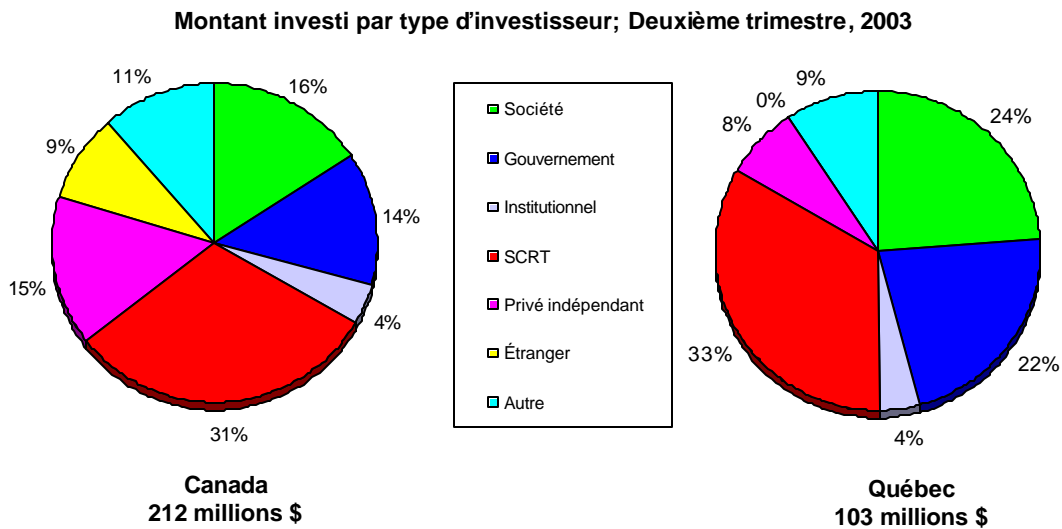


© 2003 Macdonald & Associates Limited. All rights reserved.

Comme 33 compagnies ayant leur siège au Québec ne se sont approprié que 18 millions de dollars, soit 17 % des ressources de l'industrie, l'attention accordée à l'expansion a traîné de l'arrière en comparaison du premier trimestre et de l'an dernier, quand les investissements connexes avaient obtenu une part de 53 % des ressources.

LES SCRT ET FONDS CORPORATIFS DU QUÉBEC PROPULSENT LE DEUXIÈME TRIMESTRE

La plupart des intervenants de l'industrie québécoise et les investisseurs en capital-risque qui ont une exposition substantielle au Québec ont fait preuve d'une plus grande restrainte d'avril à juin, les SCRT maintenant leur position de tête, même si l'activité du Fonds de solidarité (FTQ), du FondAction et des autres a chuté en comparaison des trois mois précédents. À l'appui de 55 compagnies ayant leur siège au Québec, soit plus de la moitié du total, les SCRT ont déboursé 34 millions de dollars, ce qui représente un tiers du total du T2, mais 42 % de moins que les 59 millions injectés précédemment. En termes de dollars, la participation au marché par les fonds gouvernementaux a également été à la baisse – d'environ la moitié – passant de 44 millions de dollars au T1 à 23 millions au T2, cette dernière somme ayant été attribuée à 41 entreprises.



© 2003 Macdonald & Associates Limited. All rights reserved.

En revanche, l'activité d'Investissement Desjardins et d'autres fonds corporatifs a été bien supérieure à la moyenne, avec 24 millions de dollars acheminés vers 28 compagnies, ce qui est plus que le double des 10 millions investis par ces groupes au premier trimestre. Les fonds privés-indépendants ont également injecté 8 millions de dollars dans 17 entreprises, ce qui dépasse nettement leurs 4 millions de janvier à mars. CDP Capital – Technologies et les autres fonds institutionnels, par contre, ont ralenti quelque peu leur rythme d'investissement, n'injectant que 4 millions de dollars dans 19 entreprises.

La croissance des investissements attribuable aux fonds corporatifs et aux fonds privés-indépendants a été bien accueillie à la lumière de l'importante réduction des capitaux provenant de sources étrangères aux industries québécoise et canadienne. Notamment, la pénurie d'importantes mises de fonds par les syndicats dans le secteur des communications et de la réseautique explique en partie la chute substantielle du taux de participation des non-résidents au T2, totalisant seulement 19 millions de dollars investis par les Américains et autres investisseurs étrangers. Le Québec n'a enregistré aucune activité étrangère au cours du deuxième trimestre.

MOBILISATIONS DE FONDS PLUS DISCRÈTES AU T2

Entre avril et juin, les mobilisations de fonds de l'industrie québécoise, et d'ailleurs au pays, ont maintenu une allure beaucoup plus lente qu'au T1, 162 millions de dollars en engagements de nouveaux capitaux ayant été obtenus d'un océan à l'autre. Durant cette même période l'an dernier, les coffres de l'industrie s'étaient enrichis de 907 millions de dollars. Le gros de la somme courante a été attribuable aux SCRT qui sont actives dans les ventes par souscription en dehors de la saison traditionnelle des REER – surtout le Fonds de solidarité (FTQ) et FondAction.

Les nouvelles ressources pour les sociétés privées en commandite (SC) financées institutionnellement, qui se sont élevées à 31 millions de dollars, ne font plus le poids si on les compare aux résultats impressionnants des 15 mois précédents. Il y a eu des exceptions, deux investisseurs spécialisés en sciences de la vie : MDS Capital Corporation et Neuro Discovery, qui a son siège en Colombie-Britannique. On prévoit toutefois que l'activité des SC privées reprendra vivement au cours du reste de 2003, vu le nombre important de grands gestionnaires québécois et canadiens privés-indépendants qui sont actuellement en mode de levée de fonds.

Les investisseurs individuels ont représenté plus de 80 % des nouveaux engagements au T2, le solde ayant été assumé par les caisses de retraite.